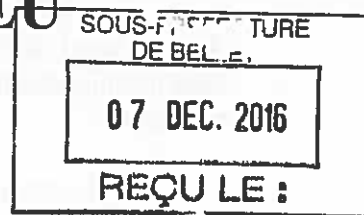


# COMMUNE DE MARIGNIEU

République Française  
Département de l'Ain  
Arrondissement de Belley  
Canton de Virieu-le-Grand



## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de conseillers	
En exercice :	11
Présents :	10
Votants :	11

L'an deux mil seize,

**Le 22 Novembre 2016,**

Le Conseil municipal de la Commune de MARIGNIEU, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de

**M. Bernard PUTHOD, Maire,**

Date de convocation du Conseil Municipal : 04/11/2016

**Présents :** Bernard PUTHOD, Virginie SONNERY, Guy BARBIER, Eric ANGELOT, Gérard TESSIER, Eric TERRIER, Romain DUFAYARD, Patricia DEMANGE, Roland TERRIER, Sylviane ANGELOT

**Absents excusés :** Sylvie BRO

**Pouvoir :** Sylvie BRO à Sylviane ANGELOT

**Secrétaire de séance :** Gérard TESSIER

### Objet : Prescription de l'élaboration d'une carte communale

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal que dans les communes qui ne sont pas dotées d'un plan local d'urbanisme, les règles générales d'urbanisme sont fixées par les articles L. 101-1, L. 101-2, L. 111-1 à L. 111-25 et R. 111-1 à R. 111-24 du code de l'urbanisme.

Ces règles concernent :

- la localisation et la destination des constructions
- leur desserte routière
- leur capacité à se raccorder aux réseaux publics d'eau potable et d'assainissement
- leur implantation
- leur volume et leur aspect.

Les modalités d'application des règles générales d'urbanisme peuvent être définies dans un document appelé "carte communale".

Le document graphique de la carte communale délimite les secteurs où les constructions sont autorisées et ceux où les constructions ne sont pas admises, à l'exception de l'adaptation, du changement de destination, de la réfection ou de l'extension des constructions existantes ou des constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière sur le terrain sur lequel elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages, à l'exploitation agricole ou forestière et à la mise en valeur des ressources naturelles.

La carte communale est élaborée à l'initiative de la commune. Elle est soumise à enquête publique et approuvée conjointement par le conseil municipal et le Préfet.

Monsieur le Maire présente l'intérêt pour la commune d'élaborer une carte communale. Dans le contexte local, il s'agit d'affirmer et de maîtriser le développement de la commune en cohérence avec les objectifs donnés dans le SCoT du Bugey. En effet, l'élaboration de la carte communale permettra :

- d'être compatible avec les objectifs du SCoT du Bugey
- Localiser les secteurs constructibles dans les lieux stratégiques
- Diversifier l'offre des logements
- Préserver les zones agricoles et naturelles existantes
- Préserver les zones à forts enjeux environnementaux (zones humides, Znieff de type I)
- Préserver les cônes visuels et paysagers

Il énonce également les objectifs poursuivis en matière de concertation avec la population pour la mise en place de la carte communale :

- La mise à disposition du public d'un registre destiné à recueillir les observations des habitants
- La possibilité pour toutes personnes qui souhaite s'exprimer sur le dossier de carte communale d'écrire au maire
- La rédaction d'articles dans la presse et ou dans le bulletin municipal
- L'organisation d'au moins une réunion publique.

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L. 161-1 à L. 161-4 et R. 161-1 à R. 163-9 relatifs aux cartes communales.

**Après avoir entendu l'exposé du Maire, et en avoir délibéré,  
le conseil municipal décide,  
à l'unanimité,**

- 1 - **de prescrire** l'élaboration d'une carte communale sur l'ensemble du territoire communal ;
- 2 - **de charger** un cabinet d'urbanisme de la réalisation de l'élaboration de la carte communale et de remplir la fiche d'examen au cas par cas
- 3 - **de donner** autorisation au Maire pour signer tout contrat, avenant, ou convention de prestation ou de service nécessaires à la mise en œuvre de l'élaboration de la carte communale ;
- 4 - **de solliciter** l'État, conformément au décret n° 83-1122 du 22 décembre 1983, pour qu'une dotation soit allouée à la commune pour couvrir en partie les frais matériels et d'études nécessaires à l'élaboration de la carte communale ainsi que le conseil départemental pour l'attribution de la subvention octroyée désormais à ce même titre ;
- 5 - que les crédits destinés au financement des dépenses afférentes seront inscrits au budget de l'exercice considéré.

Il rappelle les obligations réglementaires suivantes :

- solliciter l'autorité environnementale pour un examen au cas par cas ;
- consulter pour avis la chambre d'agriculture (L. 163-4 du code de l'urbanisme) ;
- consulter pour avis (réputé favorable si absence de réponse sous 2 mois) la CDPENAF (L. 163-4 du code de l'urbanisme).

**Dit** que la présente délibération sera transmise à Madame la Sous-Préfète de BELLEY pour contrôle Administratif,

**Fait et délibéré** les jours mois et an susdits.

Le Maire,  
Bernard PUTHOD,  
Pour copie conforme

